

Témoignage d'un ancien étudiant PSU de Sciences-Po Paris.

Quand j'ai adhéré au PSU à mon entrée à Sc-Po en 1964, il y avait très peu d'adhérents parmi les étudiants. Je fus mis en contact avec Alain RICHARD.

Celui-ci était très préoccupé par la réussite de ses études auxquelles il consacrait la quasi totalité de son temps. Il était très rocardien et critiquait volontiers MITTERRAND. En mai 68, il était déjà à l'ENA. On sait la carrière politique qu'il réalisa au Parti Socialiste, toujours dans le sillage et la fidélité à Michel ROCARD, puis en étant Ministre de la Défense de 1997 à 2002.

Pour ma part, je m'attelai à construire une section vivante et participai aux discussions politiques et polémiques quasi-permanentes qui animaient la « Péniche ». C'est ainsi qu'on appelait le grand et long banc où l'on pouvait s'asseoir des deux côtés et qui meublait le grand hall d'accueil.

Très vite la bataille syndicale pour le contrôle de l' Amicale, affiliée à l'UNEF prédomina. Ce sont les « majos » (la droite de l'UNEF) qui avaient la situation en main, et disposaient de l'important centre de reprographie des photocopies que la grande masse des étudiants achetait.

Nous, les « minos », avons monté une liste dénommée « Action syndicale » qui perdit les élections mais réalisa un score fort honorable (618 voix contre 680 à la liste majoritaire). Notre tête de liste pour le poste de Président s'appelait Jean-Michel BERARD, et je devais être, en cas de succès le Vice-Président Intérieur. D'autres membres du PSU figuraient également sur la liste, tels Michel VIGIER, Jean-Claude BOISSEAU, Pascal ETIENNE... La campagne fut vive et digne. Nous défendions notamment l'allocation d'études sur critères universitaires, mais aussi l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques, ce qui n'était pas sans lien avec la stratégie du « Front socialiste » défendue par le PSU.

C'était aussi l'époque de la déconfectionnalisation de la CFTC qui devint CFDT, et l'axe entre cette dernière et le PSU relevait de rapports respectueux de l'autonomie de chacun. Nous condamnions fermement la « courroie de transmission » qui reliait le PC et la CGT. Comment aurions-nous pu l'imaginer entre le PSU et l'UNEF ?

Notre éducation politique se développait au sein de la fédération de Paris du PSU dont nous suivions tous les débats, mais aussi par nos propres initiatives. C'est ainsi que nous avons organisé et bénéficié d'un stage passionnant au « Relais International de la Jeunesse » à Poissy avec André GORZ. Les ouvrages de ce dernier, « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme », « Le Socialisme difficile », ses articles dans « Les temps modernes » ainsi que ceux des théoriciens italiens de la CGIL (Confédération Generale Italiana del Lavoro ou Confédération Générale Italienne du travail) constituaient nos meilleures lectures.

Nous étions partisans de l'unité et de la rénovation de la gauche, alors fortement divisée et je me souviens qu'à notre initiative, une réunion publique de caractère national a pu être organisée avec la SFIO et le PCF dans une grande salle de Saint-Germain des Prés, dont le Nouvel Observateur s'est fait l'écho.

Notre activité militante conduisit l'un des nôtres, Jean-Paul THOMAS, inlassable propagandiste, à subir une violente attaque physique de la part du mouvement « Occident » alors qu'il vendait, à la criée, « Tribune Socialiste », à l'entrée de la rue Saint Guillaume.

Notre section grandissait alors que surgirent les événements de Mai 68.

Je me souviens de Gérard GERVASONI, très attaché à l'identité du PSU et qui craignait sa dissolution dans une quelconque autre organisation, de Michel VIGIER, de Didier HUE, toujours souriant, actif et lié à l'aumônerie catholique située rue de Grenelle, de Jean-Claude BOISSEAU très engagé dans le mouvement de Mai, de François PARISSET qui défendait toujours les positions les plus radicales, de Robert DESTOT, de Christian CHARRET, de Pascal ETIENNE, de Jean MENDELSON, de Charles BRIANT toujours sérieux comme un Pape, de Rémy MAUGER militant solide et fiable, de Paul ROUSSIER mais aussi de Jean François BATELLIER, qui portait toujours dans ses cartons d'excellents dessins politiques humoristiques. Il en fit son activité professionnelle jusqu'à maintenant.

Alain OBADIA, vif et brillant, nous quitta pour rejoindre l'UEC. Il devint plus tard un des principaux dirigeants de l'UGICT-CGT. Pascal DORIVAL intégra plus tard le BN de l'UNEF...

Il y eut bien d'autres adhérents, tel Jean-Paul PLANCHOU (actuel Maire de Chelle et ancien député PS) qui avaient leur carte mais s'investissaient moins. La section PSU disposait de 45 mandats lors des instances nationales de novembre 68.

C'est le lendemain de la nuit des barricades de la rue Gay-Lussac, le 11 mai 68, que devait avoir lieu le début de l'examen du diplôme de Sciences-Po. La grande masse des étudiants était là, rassemblée dans le grand hall, autour de la Péniche, attendant l'ouverture des portes des amphithéâtres. Je montai alors sur la péniche pour haranguer les étudiants et leur proposer de refuser de composer dans ces conditions, une grande partie d'entre nous ayant participé ou suivi les événements tout au long de la nuit et n'étant pas, de ce fait, en situation de réaliser leur examen dans des conditions normales et équitables. L'enjeu était trop grave pour ne pas l'effectuer dans de bonnes conditions. Je fus relayé par d'autres interventions spontanées allant dans le même sens. L'ensemble des étudiants nous suivîmes. La direction nous refusa la disposition d'un amphi pour délibérer sereinement. Je proposai alors à la grande masse des étudiants réunis de nous installer, sans ne quémander aucune autorisation, dans la grande bibliothèque du premier étage. Ce qui fut fait immédiatement. C'est ainsi que commença le mouvement de Mai 68 à Sciences-Po.

Celui-ci connut des péripéties multiples que nous ne détaillerons pas ici. La direction du mouvement, que nous partagions de fait avec la JCR dont la figure de proue était Hélène GOLDET, animait des assemblées générales fréquentes où nous soumettions nos propositions d'action aux centaines d'étudiants présents.

Le 15 mai, lors d'une Assemblée Générale organisée dans le meilleur respect des conditions démocratiques nous avons décidé la grève avec occupation des locaux jour et nuit. Michel VIGIER proclama les résultats : 1426 pour et 1020 contre.

Cette occupation notamment n'était pas du goût de l'extrême droite qui cherchait à nous chasser des lieux. Un jour, ils pénétrèrent dans les bâtiments en passant par la cour de l'ENA. Certains des nôtres furent légèrement blessés, dont notre camarade VIGIER, mais nous sommes parvenus à les repousser.

L'extrême droite était composée essentiellement du mouvement « Occident » avec à sa tête Gérard LONGUET, Patrick DEVEDJIAN, et Alain MADELIN dont on connaît les carrières ministérielles ultérieures. William ABITBOL était également des leurs. Jean Jacques GUILLET, qui fut un fidèle de Charles PASQUA n'était pas très loin.

Mais il y avait aussi MALLIARAKIS, infatigable débateur de la péniche, très féru d'histoire et d'idéologie, et qui exprimait des positions mussoliniennes. Au début de l'année universitaire 68/69, il organisa une réunion dans un amphi de Sc-Po où il avait mis en place un décorum digne des grandes manifestations du Duce, pour très peu de monde venu l'écouter. Gérard D'ANDREA alors responsable de notre service d'ordre (et futur

Commissaire de Police), vint nous prêter main forte pour gérer au mieux la situation? Il parvint à éviter l'affrontement violent qui se préparait.

Il nous fallait gérer au mieux le mouvement de Mai 68, et nous ne pouvions pas nous contenter d'appeler les étudiants à se joindre aux manifestations quasi-quotidiennes organisées à Paris.

A l'instigation du PSU, et notamment de Michel VIGIER, nous décidâmes de mettre en place un « Conseil étudiant », émanation démocratique des « Conférences de méthode », structures de base des études de Sc Po. Chaque conférence de méthode devait se réunir et élire démocratiquement deux délégués qui devaient composer le « Conseil étudiant », délégués révocables à tout moment par la conférence de méthode. Ainsi, fut constitué un véritable petit parlement qui se réunissait quotidiennement dans l'amphithéâtre Emile BOUTMY. Je fus un des membres d'une assemblée bien tiède. Les moeurs parlementaires s'installèrent très vite. Alain BARRAU, - qui devait devenir député PS de Béziers- fut élu Président du Conseil étudiant qu'il géra avec maestria, avec le calme et la faconde qui lui permettaient de réaliser sans cesse de multiples compromis. Mais ce Conseil ne devint jamais la véritable direction du mouvement. Le prétendait-il d'ailleurs? Son travail essentiel consistait à réfléchir sur les formes et les structures de l'enseignement à l'IEP. Une commission paritaire étudiants-professeurs fut mise en place, et les propositions du conseil étudiant furent soumises à la commission paritaire. Ainsi des professeurs de l'IEP (Jean TOUCHARD, Georges LAVAU, Alfred GROSSER...) acceptaient de travailler avec nous, à la réforme de Sc Po.

En vérité, tout cela ne déboucha sur aucune réforme d'envergure, même si l'on peut penser que certaines propositions de cogestion furent reprises dans la loi Faure, certains Professeurs de Sc Po étant proches du Cabinet du Ministre. Mais le seul acquis de Mai 68 à l'IEP fut... le report de l'examen terminal!

Alors que nous occupions les locaux, un soir, vers vingt deux heures, nous fûmes alertés d'une étrange visite qui allait nous surprendre : François MITTERRAND, accompagné de Claude ESTIER, arrivait dans la rue Saint-Guillaume.

Malgré certains qui voulurent lui réserver un accueil peu amène (dont François PARISSET), MITTERRAND parvint à franchir aisément la petite haie d'honneur qui fut spontanément formée, et fit semblant de ne pas entendre les exclamations proférées par quelques uns : « A bas les politiciens bourgeois! ». Nous l'invitâmes à se joindre à nous dans l'amphithéâtre Boutmy, que nous avons rebaptisé « Rosa LUXEMBOURG ». Nous étions une cinquantaine qui fit un cercle autour de lui, et il se prêta volontiers au jeu des questions-réponses. Il voulait sentir le pouls de ce qui se passait. Nous voulions l'interpeller sur la vacuité de la social-démocratie. Le débat fut courtois sinon fructueux.

Je me souviens aussi d'une réunion générale des étudiants PSU parisiens à Sc-Po, à la fin du mois de juin. Marc HEURGON était intervenu sur la situation politique de l'heure en cherchant comme d'habitude à coller au mouvement immédiat, et je lui répliquai en le comparant à BERNSTEIN pour lequel « Le mouvement est tout, et le but n'est rien ». Je repris cette critique de KAUTSKY derrière lequel je me rangeais. HEURGON se pinça la lèvre inférieure et me lança un regard noir et foudroyant. J'eus alors le sentiment d'avoir touché fort, mais juste.

Après les événements de Mai 68, la section Sciences-Po fut amenée à prendre des responsabilités au Secrétariat National des Etudiants du PSU (SNE).

En juin 68, je devais devenir secrétaire national à l'implantation sous le nom de Bernard BRAIN. Cinq autres adhérents de Sc-Po s'investirent également dans le SNE (Jean-Paul THOMAS, François PARISSET, Michel VIGIER, Robert DESTOT et Jean- Claude BOISSEAU. En septembre 68, je devins demi permanent et Secrétaire National de fait, en même temps que le SNE fut renforcé de deux autres militants de Sc-Po (Rémy MAUGER et Charles BRIANT) en raison du départ de certains au BN de l'UNEF. Avec l'ensemble du SNE nous avons alors développé une intense activité : lancement d'un Bulletin d'Information Interne (BII), création d'un journal de masse « Lutte Socialiste » tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, déplacements nombreux dans les sections de province afin de mieux structurer et homogénéiser les nombreuses nouvelles recrues issues de Mai 68.

Jean-Louis EUVRARD, issu de la section Sorbonne, responsable et principal rédacteur de « Lutte Socialiste » était notre inspirateur et théoricien politique.

Notre collaboration avec Marc HEURGON, responsable du secteur étudiant pour le BN du PSU, était faite à la fois d'admiration pour sa force de travail, de soumission nécessaire et de méfiance profonde. Rien ne pouvait se faire sans lui. Mais, nous nous sentions tenus à l'écart des principaux débats et décisions du BN de l'UNEF. Nous devions faire appliquer par les ESU des orientations qui se décidaient ailleurs, et je me sentais écarté du processus d'élaboration et de décision. C'est ainsi que je ne me souviens pas d'avoir été mêlé à la discussion et à la décision quant à la participation ou non aux structures universitaires mises en place par la loi FAURE.

Mais au fond, la vie de la structure syndicale ne devait-elle pas être autonome? Nous en prenions notre parti, et nous centrons notre activité sur l'international, la vie et les débats du Parti, les problèmes politiques généraux et la formation.

En avril 69, Christian CHARRET et Paul ROUSSIER s'investirent dans la Direction que je quittai pour me consacrer à mes examens.

Plus tard, je devins responsable à la formation, ce qui m'amena à contribuer à l'organisation d'un très grand stage de militants d'une semaine en Corse, en septembre 69.

Mon départ au service militaire, mit fin à mes activités au sein des ESU et du PSU.

Daniel LUBRANESKI
Le 16 septembre 2009